



La Soupe au caillou AUTOUR DES RÉGIONS!

17 septembre 2009

Par l'équipe du Collectif

Numéro 306



Saguenay-Lac-Saint-Jean L'assurance d'une vigilance constante

La première consultation régionale a eu lieu ce lundi, à Saguenay. Malgré le court délai, les militantEs de la lutte à la pauvreté de la région ont su s'organiser avec vigueur, d'où aujourd'hui l'assurance d'une vigilance constante de la part du mouvement citoyen.

Une présence à l'extérieur

Hors les murs, environ 75 personnes ont pris part à la manifestation organisée par Solidarité populaire Saguenay-Lac-Saint-Jean, une coalition regroupant environ 30 organisations communautaires, syndicales, féministes, etc. Plusieurs manifestantEs ont pris la parole et émis leurs idées par rapport aux mesures qui devraient se retrouver dans le prochain plan d'action, empruntant la symbolique du bidon proposée par le MÉPACQ. Les interventions ont principalement souligné qu'un véritable plan de lutte contre la pauvreté doit faire reculer les inégalités, et non seulement concerter des intervenants; qu'il doit s'attaquer aux causes et aux mécanismes qui (re)produisent la pauvreté. La question des pensions alimentaires ainsi que celle de la catégorisation entre personnes jugées « aptes » et « inaptes » à l'aide sociale sont ressorties à plusieurs reprises. Lors du point de presse, des journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision étaient présents. On peut lire le tract et le communiqué sur le site du Collectif. À la suite d'un atelier animé avec les participantEs, une lettre ouverte a été envoyée au ministre Sam Hamad (voir page 2).

À mains levées!

À l'intérieur, la consultation présidée conjointement par les ministres Sam Hamad et Lise Thériault a réuni une trentaine de représentantEs de groupes. Dans son allocution d'ouverture, le ministre Hamad a prononcé

les formules « [...] pour un Québec sans pauvreté » ainsi que « penser globalement et agir localement ». La persévérance des mouvements sociaux ferait-elle tranquillement son chemin?

Le déroulement n'a pas inclus de tour de table. L'animatrice a plutôt demandé aux participantEs de lever la main afin qu'elle puisse assigner les droits de parole. Les participantEs ne se sont pas nécessairement attachés à répondre à la question posée au départ, préférant détourner leurs propos vers les sujets qui les intéressaient réellement.

L'exercice a semblé favoriser particulièrement les interventions portant sur la concertation, le partenariat, l'intersectorialité. Par ailleurs, la question du transport en milieu rural est revenue à plusieurs reprises. De leur côté, les groupes sociaux ont décrié le sous-financement de même que les problèmes occasionnés par le mode de financement par projet.

Autre fait à noter: le Comité relayeur Saguenay-Lac-Saint-Jean était représenté par Mario Perron, la seule personne en situation de pauvreté à l'intérieur. En racontant son parcours, il a repris au vol une image de la journée en comparant les personnes en situation de pauvreté à des bidons troués qu'on tente de remplir sans cesse, à l'aide de programmes d'insertion ou de retour aux études, sans se soucier vraiment des causes qui font qu'ils sont percés. Il devrait y avoir davantage de prises de parole comme celle de Mario durant les consultations.

Et les enjeux nationaux?

Lors de la synthèse des interventions de la journée, les particularités régionales et la détérioration du tissu social en raison

de la crise forestière et des groupes de population plus à risque dans la région ont été soulignées; tout comme le droit à un revenu décent, l'aide à l'emploi, la nécessité d'agir sur les déterminants de la santé ainsi que l'amélioration de l'accessibilité aux services. L'animatrice a mentionné que les enjeux nationaux ne seraient pas mis en évidence dans le résultat de la consultation : c'est inacceptable. Les gens des régions ont leur mot à dire sur l'ensemble de la lutte à la pauvreté, tant sur les enjeux régionaux que nationaux. D'ailleurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, l'importance des mesures nationales a été soulignée à maintes reprises. Le bilan doit tenir compte de tous les propos tenus. Les régions ne se tairont pas! 

Les prochaines consultations

Vendredi 18 septembre
Côte-Nord



Lundi 21 septembre
Mauricie



Surveillez la parution de la Soupe du mercredi 23 septembre pour un compte-rendu de ces rencontres.

Lettre ouverte à M. Sam Hamad

Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Monsieur,

Nous sommes 75 personnes aujourd'hui 14 septembre 2009 à faire le pied de grue devant l'Hôtel Holiday Inn de Jonquière pour nous faire entendre devant la consultation que vous tenez sur les 5 prochaines années du Plan d'action de lutte contre la pauvreté de votre gouvernement. Contrairement à ce que vous avez affirmé aujourd'hui, plusieurs groupes n'ont pas été invités à cette consultation, notamment notre coalition qui regroupe plus de 25 organismes régionaux et qui travaille précisément depuis 1988 sur les questions de lutte contre la pauvreté chez nous. De plus, la CDC du Roc n'a pas été invitée, ni les tables locales de lutte contre la pauvreté qu'on retrouve à quelques endroits sur le territoire.

Le Comité régional pour un Québec sans pauvreté a finalement pu y assister, mais seulement après de nombreuses démarches pour pouvoir être invité. C'est curieux quand même que ceux qui ont une grande expérience-terrain sur les questions soulevées soient exclus dans le cadre d'un travail qui devrait normalement porter sur la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (nous soulignons).

On comprend mieux toutefois, Monsieur Hamad, la logique de cela quand on sait que ces groupes défendent énergiquement les positions du Collectif pour un Québec sans pauvreté que vous tentez de tenir à l'écart actuellement parce que contraires à votre approche du problème.

Mais même à l'extérieur des lieux de cette consultation, les gens avaient beaucoup à dire sur ce que vous préparez dans vos bureaux du ministère. C'est ce que nous rapportons ici :

- Les gens qui vivent la pauvreté ont besoin d'être entendus puisqu'ils sont experts de leur propre situation, il est inacceptable que la rencontre d'aujourd'hui se tienne en l'absence des principaux intéressés (une seule personne en situation de pauvreté est présente).
- Une personne a exprimé son inquiétude sur les hauts taux d'intérêt des cartes de crédit qui favorisent l'endettement des gens quand ils sont mal pris et sans le sou.
- Des exemples donnés montrent que les gens doivent payer de plus en plus pour des services de santé ou des médicaments non-couverts par l'assurance-maladie et que cela est impossible avec de faibles revenus. L'exemple des personnes aux prises avec des allergies alimentaires montre qu'il faut dépenser beaucoup pour se nourrir.
- Les hausses récentes des coûts d'Hydro-Québec ont frappé de plein fouet les familles pauvres, contribuant à leur appauvrissement, et rien n'est dit sur cette question dans toute cette consultation.
- La question d'un **REVENU DÉCENT** pour les personnes et les familles est reconnue comme un **DROIT**, donc quelque chose de garanti avec des recours en cas de non-respect. Toutefois la timidité avec laquelle vous allez de l'avant sur l'amélioration des revenus des personnes montre bien que l'optique de garantir ces droits vous importe assez peu. Un changement de cap s'impose pour pouvoir garantir ces droits.
- Il y a des **INÉGALITÉS FLAGRANTES** qui sont montrées par l'augmentation des revenus du quintile le plus riche des familles entre 1997 et 2006, soit 40,000 \$, alors que le 20 % des plus pauvres a vu une augmentation de 8350 \$, soit 5 fois moins vite. Bien que cela est dû de manière importante aux règles d'impôts et aux baisses d'impôts des dernières années, absolument rien n'est dit sur ces règles dans votre consultation, ce qui montre qu'on passe à côté de questions centrales qui touchent vos politiques des dernières années.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre vigilance constante sur ces questions,

Les 75 participants à la manifestation du 14 septembre dernier,
regroupés à l'appel de Solidarité populaire Saguenay Lac St-Jean



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca